

**Etude d'Impact des Politiques Economiques
sur les Inégalités et la Pauvreté au Maroc**

Synthèse

ABDELHAK ALLALAT

**Statisticien Economiste
Directeur de la Prévision et de la Propsective
Haut Commissariat au Plan**

Septembre 2008

Le Maroc a entrepris depuis les années 80 plusieurs réformes économiques et institutionnelles, notamment en matière de libéralisation des prix et du commerce extérieur ainsi que, d'assainissement des finances publiques et du système financier dans son ensemble. Il continue, par ailleurs, son engagement dans le commerce international par la conclusion de plusieurs accords d'association et de libre échange, dont le dernier est celui établi avec les Etats Unis d'Amérique et qui constitue une autre étape dans le processus d'ouverture du pays sur le Reste du Monde. Certes, des efforts d'envergures ont été consentis, mais les résultats, malgré qu'ils soient satisfaisants, restent en deçà des objectifs escomptés. La croissance économique s'inscrit toujours dans sa ligne tendancielle modérée et reste insuffisante pour créer suffisamment d'emplois et de richesse.

Les politiques économiques et sociales mises en oeuvre au Maroc sont motivées, en plus de la stabilité macroéconomique, par la quête de l'amélioration du bien être de la population et la réduction des disparités sociales et spatiales, d'une part, et par la volonté de rehausser le niveau du développement social et humain du Maroc au standard des niveaux des pays les plus avancés dans le domaine, d'autre part. La réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité parmi les ménages marocains occupe ainsi une place de choix parmi les politiques publiques entreprises et l'évaluation des impacts de ces politiques pourrait offrir un meilleur éclairage à la prise de décision.

Dans cet esprit, l'étude d'impact des politiques économiques sur les inégalités et la pauvreté au Maroc a été conduite. Elle a pour objectif l'évaluation de l'incidence des transferts de revenus et des politiques budgétaires, visant à préserver le pouvoir des ménages et à atténuer les inégalités et la pauvreté

L'étude tente de capter ainsi, en plus des effets macroéconomiques des politiques économiques, quelques aspects microéconomiques relatifs aux ménages, en s'appuyant sur l'approche de l'équilibre général calculable micro simulée et totalement intégrée. Deux thématiques, pouvant faire l'objet de simulation d'impact sur la pauvreté et les inégalités, sont retenues : Les transferts des marocains résidents à l'étranger ; et les transferts budgétaires de l'Etat en faveur des ménages.

A- Description du cadre comptable et théorique du Modèle Calculable d'Equilibre Général

L'interdépendance et les effets de rétroactions des comportements des agents économiques ne peuvent être appréhendés que dans un contexte d'équilibre général, prenant en compte la structure de l'économie dans son ensemble et les interrelations entre les différents agents économiques.

Le modèle d'Équilibre Général Calculable offre un système d'équations simulant le fonctionnement d'une économie de marché. Les prix et les quantités des produits et des facteurs productifs sont déterminés simultanément sur tous les marchés ("Général"), assurant l'égalité de l'offre et de la demande ("Équilibre").

Le modèle est préalablement calibré sur l'économie marocaine, synthétisée par une matrice de comptabilité sociale établie pour 2001, contenant des informations relatives aux différents comptes de production, de répartition et d'accumulation.

La structure de la MCS adoptée se présente sous forme des cinq comptes

1. un compte courant des facteurs productifs (travail et capital),
2. un compte courant des unités institutionnelles (ménages, entreprises, gouvernement et reste du monde),
3. un compte des activités productives (branches de production),
4. un compte des produits (biens et services),
5. un compte de capital (investissement et épargne).

La formulation de politiques efficaces de lutte contre la pauvreté nécessite une compréhension des mécanismes de transmission des effets de ces politiques sur tous les agents micro-économiques, les ménages en particulier.

Ainsi, l'analyse des impacts des différentes politiques macroéconomique sur la pauvreté et l'inégalité doit reposer sur les résultats d'un Modèle Calculable d'équilibre Générale (MCEG) où l'agent MENAGE est largement désagrégé.

Dés lors, une approche en équilibre général calculable *micro- simulée totalement intégrée* a été adoptée lors du présent travail. L'agent « MENAGE » est a été éclaté en 14243 ménages à savoir l'ensemble de l'échantillon de l'Enquête National sur la Consommation et les Dépenses des Ménages réalisée par la Direction de la Statistique durant la période 2000-2001.

2- Cadre théorique du MEGAP

Le modèle d'équilibre général calculable construit est un modèle très désagrégé puisqu'il retient toutes les branches d'activité économiques de la Nomenclature des Branches d'Activités de la Comptabilité Nationale. Il a pour vocation de capter l'impact des politiques économiques à plusieurs niveaux. C'est un modèle statique et néoclassique qui part du principe fondamental de Walras. Les prix y sont flexibles et où toutes les décisions des agents économiques sont prises sur la base d'un comportement d'optimisation.

Les ménages maximisent l'utilité que leur procurerait le panier de consommation qu'ils choisissent en tenant en compte leur revenu disponible, d'une part, et les entreprises maximisent leurs profits, d'autre part. Le modèle de long terme, assure le plein emploi pour un taux de salaire d'équilibre.

Pour ce qui est des agents économiques retenus dans le modèle, ils sont de quatre types. On y recense dans la version macroéconomique un ménage représentatif, les entreprises (financières et non financières confondues), l'Etat et le Reste du Monde. Dans la version microéconomique du modèle, l'agent ménage représentatif est désagrégé. On intègre alors dans le modèle tous les ménages de l'enquête de consommation et dépenses des ménages qui s'est déroulé en 2000-2001. L'hétérogénéité des ménages est alors prise en considération dans la construction du modèle.

Le modèle contient 58 sous blocs d'équations. Les blocs d'équations sont précédés d'une description des indices et des variables utilisés dans le modèle. On y trouve :

- le bloc des équations de production ;
- le bloc des équations de revenu et d'épargne des agents économiques ;
- le bloc des équations d'impôts (directs et indirects) et des équations de marges commerciales et de transport ;
- le bloc des équations du commerce extérieur ;
- le bloc des équations de la demande ;
- le bloc des équations de prix ;
- le bloc des équations d'équilibre.

B- Simulation des Politiques Economiques

B.1- Les transferts des marocains résidents à l'étranger (MRE)

En raison de leur importance et de leur rôle dans les économies en développement notamment dans la réduction de la pauvreté, le financement des petites entreprises, de l'éducation et des dépenses de santé, les transferts des résidents à l'étranger font l'objet d'une attention particulière de la part des décideurs. L'objectif est d'améliorer l'impact des ces transferts en particulier à travers un emploi optimal de ces capitaux qui sont en mesure de constituer un véritable levier pour financer le développement.

Au Maroc, les transferts d'argent effectués par les Marocains résidant à l'étranger (3 millions de personnes selon le recensement 2004) représentent un enjeu important pour l'économie marocaine non seulement en tant que soutien au revenu des ménages mais aussi et surtout en tant qu'apport supplémentaire en épargne et en tant que ressource essentielle en devise.

Les transferts financiers des migrants vers leur pays d'origine se sont considérablement accrus au cours de ces dernières années pour émerger en tant que source incontournable de financement extérieur. En effet, les statistiques indiquent que le montant de ces transferts qui s'est situé au début des années soixante-dix autour de 5 milliards de dirhams, s'est élevé à plus de 50 milliards de dirhams en 2007.

Par ailleurs, l'investissement réalisé par les MRE s'inscrit, parmi les liens économiques, les plus fondamentaux, entre eux et leur pays d'origine. Pour les migrants marocains, l'investissement dans l'immobilier représente le placement de prédilection puisque ce secteur représente non seulement une forme de placement sûre mais également un signe de réussite sociale et une véritable sécurité en cas de retour au pays d'origine.

L'enquête réalisée par le Haut Commissariat au Plan en 2005 (l'insertion socioéconomique dans les pays d'accueil) confirme ce constat. Le secteur de l'immobilier accapare, à lui seul, 86.9% de l'ensemble des investissements drainés par les MRE.

Les MRE accordent également beaucoup d'importance au secteur agricole (près de 4.1 % des investissements) puisque la plupart d'entre eux sont issus du milieu rural. Ainsi, les transferts de ces derniers permettent aux petits exploitants de combler les déficits en période de sécheresse ou de récolte insuffisante.

Pour le reste, les MRE investissent dans la création de PME orientées vers des activités commerciales, industrielles ou touristiques (6.9% des investissements). A cet égard, il est à signaler qu'il existe des différences notables entre les générations : les anciennes privilégient le commerce d'alimentation, la restauration et l'artisanat tandis que les jeunes ressortissants optent pour des PME spécialisées dans le transport, le tourisme, les technologies de l'information et la confection.

Compte tenu de l'importance de cette manne, les décideurs de politique publique se trouvent devant deux défis :

- 1- Comment stimuler ces transferts financiers ou au moins maintenir leur niveau en dépit de la tendance à l'installation définitive des migrants en Europe ?
- 2- Comment, transformer ces transferts des migrants en investissement qui véhicule la technologie et le savoir faire acquis dans les pays d'accueil ?

L'étude simule les effets d'un accroissement de 20% des transferts des MRE sur l'économie marocaine selon deux options : l'affectation totale de l'augmentation des transferts vers la consommation des ménages et leur affectation vers la consommation et l'investissement. Les effets de simulation sont analysés sur le plan macroéconomique et le niveau microéconomique,

notamment la croissance économique, l'inflation, les équilibres macroéconomiques ainsi que les inégalités et la pauvreté, etc. Les transferts des MRE, qu'ils soient affectés en totalité à la consommation ou en partie à l'investissement, profiteraient uniquement aux populations urbaines. Au niveau rural la pauvreté et les disparités seraient plus accentuées.

B.2-Les transferts budgétaires de l'Etat en faveur des ménages

La simulation de l'effet d'un transfert budgétaire de l'Etat en faveur des ménages est retenue suite à l'étude réalisée par le HCP en matière de ciblage de la pauvreté, notamment le ciblage forfaitaire et uniforme et le ciblage parfait afin d'appréhender leurs effets macro et microéconomiques de façon simultanée. Les indicateurs économiques et ceux de niveaux de vie, susmentionnés, sont également analysés dans ce cadre.

L'examen des résultats de simulation d'une augmentation des transferts budgétaires de 4 milliards de dirhams et leur affectation forfaitaire et uniforme en faveur des ménages permet de faire les constatations suivantes. Au niveau macroéconomique, le Produit Intérieur Brut serait accru et serait accompagné d'une légère hausse des prix intérieurs. Les transferts budgétaires au profit des ménages amélioreraient leur consommation globale, mais ils se traduiraient par une détérioration du déficit budgétaire d'un demi point en pourcentage du PIB. La pauvreté et la vulnérabilité seraient en régression mais la concentration des revenus et les disparités en terme de dépenses des ménages resteraient inchangés, les transferts budgétaires étant distribués uniformément.

Au contraire, l'affectation des transferts uniquement aux ménages pauvres améliore leur situation tout en réduisant le niveau des inégalités. Ainsi, si au niveau macroéconomique, le Produit Intérieur Brut ne connaîtrait pas de variation significative, ainsi que l'inflation, la consommation des ménages, particulièrement des pauvres s'améliorerait de manière significative. La pauvreté au niveau national serait également réduite significativement et seraient accompagnée d'une baisse des inégalités.